

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q4/GRC/1

17 août 1998

(98-3203)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS CONCERNANT LES MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

GRECE¹

Le présent document contient l'exposé introductif de la délégation de la Grèce, les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a fournies dans le cadre de l'examen des législations concernant les moyens de faire respecter les droits, auquel le Conseil a procédé lors de sa réunion du 17 au 21 novembre 1997.²

I. EXPOSE INTRODUCTIF

Droit d'auteur et droits connexes

La principale loi consacrée au droit d'auteur en Grèce est la Loi n° 2121/1993 sur le droit d'auteur et les droits connexes (Journal officiel A'25/1993), entrée en vigueur le 4 mars 1993. La Grèce a ratifié l'Accord sur les ADPIC par la Loi n° 2290/1995 (Journal officiel A'28/1995). La Grèce a notifié les lois et réglementations dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes au titre de l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC.³

Un aménagement spécial du système judiciaire a été introduit récemment en vue de faire respecter le droit d'auteur et les droits connexes, selon l'article 3, paragraphe 26, de la Loi n° 2479/1997 (Journal officiel A'67/6-5-1997), notifiée par la Grèce au titre de l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC par une communication datée du 23 mai 1997.⁴

Les lois suivantes doivent également être prises en considération par rapport à la mise en œuvre de la loi:

¹ S'agissant des lois et réglementations applicables dans les domaines examinés qui ont été notifiées par la Grèce au titre de l'article 63:2 de l'Accord, il convient de se reporter aux documents IP/N/1/GRC/E/1, IP/N/6/GRC/1, IP/N/6/GRC/1/Add.1 et Add.2.

² Le compte rendu de cette réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/16.

³ Cette notification a été distribuée sous la cote IP/N/1/GRC/C/1, en date du 29 avril 1996.

⁴ Cette notification a été distribuée sous la cote IP/N/1/GRC/E/1, datée du 3 juillet 1997.

- le Code civil;
- le Code pénal;
- le Code de procédure civile;
- le Code de procédure pénale;
- la Loi sur la concurrence.

La nouvelle Loi sur la radiodiffusion (Loi n° 2328/1995, Journal officiel A'159/3-8-1995) prévoit une procédure administrative. Toute chaîne privée de télévision qui contrevient aux dispositions de la Loi n° 2121/1993 est passible des peines prévues à l'article 4, paragraphe 1 c), de la nouvelle Loi sur la radiodiffusion (amendes, surveillance provisoire de l'activité de la chaîne, révocation de la concession). En outre, l'article 1, paragraphe 24, de cette loi dispose qu'une chaîne de télévision doit, avant toute diffusion, présenter au Ministère de la presse et des médias une déclaration de l'auteur, du titulaire du droit ou de la société de perception concernée attestant qu'elle s'est engagée à verser des droits pour la diffusion de chaque émission, ou, à défaut, déposer un contrat de cession des droits de télédiffusion. Si elle ne respecte pas cette prescription dans un délai de 30 jours, elle est passible des peines prévues à l'article 4 de la nouvelle Loi sur la radiodiffusion. Ces peines sont indépendantes de toute autre sanction civile ou pénale encourue par la chaîne de télévision pour atteinte au droit d'auteur et s'y ajoutent.

II. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE JAPON

1. Prière d'indiquer les "autorités [...] compétentes" auxquelles fait référence l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁵ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Il existe dix bureaux de douane, dont on trouvera la liste en annexe.

2. Prière d'indiquer si la "procédure conduisant à une décision au fond" prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC est judiciaire ou administrative.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁵ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

La procédure est judiciaire.

3. Y a-t-il d'autres moyens que la demande visée aux articles 51 et 52 de l'Accord sur les ADPIC (ci-après désignée par l'expression "la demande") permettant au détenteur d'un droit de demander aux autorités compétentes de suspendre la mise en libre circulation des

⁵ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle, ou qui sont soupçonnées d'y porter atteinte?

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁶ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Selon le règlement de la Communauté, il n'y pas d'autre moyen permettant au titulaire d'un droit de demander aux autorités compétentes de suspendre la mise en libre circulation des marchandises qui portent atteinte ou sont soupçonnées de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle.

4. Prière d'indiquer quelle période votre pays considère comme étant un délai raisonnable dans lequel les autorités compétentes feront savoir au requérant si elles ont ou non fait droit à sa demande, au sens de l'article 52 de l'Accord sur les ADPIC.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁶ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Le Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil ne prévoit pas de délai défini. Le délai dans lequel les autorités compétentes informeront le requérant est de trois jours au plus.

5. Prière d'indiquer la période de validité de la demande.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁶ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

La demande a une période de validité de trois mois, renouvelable.

6. Prière d'indiquer si le détenteur d'un droit est tenu de payer des redevances quelconques pour présenter la demande.

⁶ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁷ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Le requérant doit payer un droit de 10 000 drachmes (frais d'administration) pour chaque bureau de douane.

7. Prière d'indiquer les dispositions des lois et ordonnances qui prescrivent la "procédure conduisant à une décision au fond" prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez en résumer le contenu.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁷ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Les dispositions du Code civil en matière de dommages sont appliquées.

8. Prière d'indiquer la procédure spécifique, le cas échéant, à appliquer aux marchandises pour lesquelles il n'est pas évident qu'elles portent ou non atteinte à des droits de propriété intellectuelle, prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁷ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Il n'y a pas de procédure spécifique. Si le requérant n'a pas engagé une procédure au fond devant le tribunal compétent dans un délai de dix jours, la mainlevée est accordée.

9. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités concernées prennent vis-à-vis des détenteurs de droits lorsqu'elles ne suspendent pas la mise en libre circulation des marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle, dans le cas de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.

⁷ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁸ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Les autorités (douanières) compétentes ne prennent aucune responsabilité vis-à-vis des titulaires de droits lorsqu'elles ne suspendent pas la mise en libre circulation des marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle.

10. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités concernées prennent vis-à-vis des détenteurs de droits lorsqu'elles examinent les marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle et qu'elles les mettent néanmoins en libre circulation, dans le cas de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁸ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Prière de voir la réponse à la question 9 ci-dessus.

11. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités concernées prennent vis-à-vis des importateurs lorsqu'elles suspendent la mise en libre circulation des marchandises qui ne portent pas atteinte à des droits de propriété intellectuelle, dans le cas de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁸ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Prière de voir la réponse à la question 9 ci-dessus.

12. Le détenteur du droit est-il informé de l'identité des importateurs et des expéditeurs lorsque les autorités compétentes "suspendent" la mise en libre circulation de marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle, ou qui sont soupçonnées d'y porter atteinte, comme dans le cas, prévu à l'article 57 de l'Accord sur les ADPIC, où le détenteur du droit est informé de l'identité des importateurs et des expéditeurs?

⁸ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Oui, lorsqu'il veut engager une procédure conduisant à une décision au fond.

13. Prière d'indiquer les mesures destinées à protéger les renseignements confidentiels au cours de l'inspection prévue à l'article 57 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez indiquer également les dispositions des lois et ordonnances qui prescrivent de telles mesures.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Sous réserve de la protection du secret commercial et fiscal, les renseignements concernant l'identité des importateurs et des expéditeurs peuvent être communiqués (Loi n° 1839/51).

14. Prière d'indiquer les procédures de rétention et de saisie que les autorités compétentes peuvent ordonner sur la base des articles 51 et 55 de l'Accord sur les ADPIC.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Les dispositions nationales du Code des douanes concernant la contrebande (article 111) sont appliquées.

15. Prière d'indiquer les procédures d'appel de toute décision rendue par les autorités compétentes sur la base des articles 51 et 55 de l'Accord sur les ADPIC.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

⁹ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Douanes

Il y a possibilité d'appel devant les tribunaux judiciaires.

16. Prière d'indiquer la base de calcul de la caution ou de la garantie équivalente prévue à l'article 53 de l'Accord sur les ADPIC que les autorités compétentes peuvent exiger du requérant lorsqu'elles suspendent la mise en libre circulation.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹⁰ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Douanes

Les autorités compétentes ont le pouvoir d'exiger du requérant qu'il fournisse une caution ou une garantie équivalente suffisante pour assurer leur protection (pour assurer le paiement du fret en vue du maintien des marchandises sous contrôle douanier).

17. Prière d'indiquer qui paiera le coût de la rétention fondée sur l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC ou de la destruction prévue à l'article 59 dudit accord.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹⁰ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégés.

Douanes

Le titulaire du droit (généralement le demandeur) doit payer le coût de la retenue ou de la destruction des marchandises.

18. Prière d'indiquer quels genres de situation sont considérés comme "des circonstances exceptionnelles" dans lesquelles les autorités compétentes peuvent autoriser la réexportation de marchandises de marque contrefaites au sens de l'article 59 de l'Accord sur les ADPIC.

Douanes

Selon le Règlement (CE) n° 3295/94, que nous appliquons, la réexportation de marchandises de contrefaçon ou de marchandises pirates n'entraîne pas de diminution du préjudice subi par le titulaire du droit.

19. Prière d'indiquer quels droits de propriété intellectuelle sont protégés sur la base de la demande présentée par un détenteur de droit.

¹⁰ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹¹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La mise en libre circulation de marchandises soupçonnées de porter atteinte à un dessin ou modèle industriel peut être suspendue par les autorités douanières en vertu du Règlement (CE) n° 3295/94 du 22 décembre 1994, incorporé dans la législation nationale par la Circulaire n° T.10231/1781/A.0019 du 12 décembre 1995 du Ministère des finances.

Douanes

En vertu du Règlement (CE) n° 3295/94, le droit d'auteur et les droits connexes, ainsi que les dessins et modèles, sont protégés.

20. Prière d'indiquer la nature et le contenu des documents qui seront fournis par le requérant pour présenter la demande.

Douanes

Les documents que doit fournir le requérant sont énumérés à l'article 3, paragraphe 2, du Règlement (CE) n° 3295/94 et aux articles 2 et 3 du Règlement (CE) n° 1367/95.

21. Prière d'indiquer les mesures correctives qu'ordonnent les autorités judiciaires en ce qui concerne les brevets, les modèles et dessins industriels, les marques de fabrique ou de commerce et les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, y compris les injonctions, les dommages-intérêts, les frais, la destruction ou autre mise hors circuit des marchandises en cause et des matériaux/instruments ayant servi à leur production.¹²

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 5 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹¹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. Les mêmes mesures correctives sont ouvertes en cas d'atteinte à un dessin ou modèle industriel (article 28, paragraphes 1 et 2, du Décret présidentiel n° 259/1997).

22. Prière d'indiquer si le montant des dommages-intérêts, que les autorités judiciaires ordonnent à la personne qui a porté atteinte à des droits de propriété intellectuelle de verser au détenteur du droit, constitue ou non une réparation adéquate du dommage subi par ce dernier, ainsi que les critères et le mode de calcul utilisés pour fixer ce montant. Les frais incluent-ils les honoraires d'avocat appropriés?¹²

Droit d'auteur et droits connexes

Au titre de l'article 65, paragraphe 2, de la Loi n° 2121/1993, l'auteur ou le titulaire des droits connexes est en droit de recevoir des dommages-intérêts dont le montant sera au moins égal au double

¹¹ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

¹² Il est renvoyé aux réponses de la Grèce à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (document IP/N/6/GRC/1).

de la rémunération légalement exigée ou normalement due pour la forme d'exploitation à laquelle le contrevenant s'est livré illicitement. Au lieu de demander des dommages-intérêts, le détenteur du droit peut réclamer les gains réalisés par le contrevenant du fait de l'utilisation non autorisée d'une œuvre (article 65, paragraphe 3, de la Loi n° 2121/1993).

Les dispositions du Code civil de Grèce sont également applicables. L'article 914 dispose:

"Celui qui par sa faute cause à autrui un préjudice d'une manière contraire à la loi est tenu de l'indemniser."

Les frais de justice et les honoraires d'avocat sont des questions séparées. Les articles 173 à 193 du Code de procédure civile exposent les règles en ce qui concerne les frais de justice. Ces frais varient selon le degré de juridiction et la valeur du litige. En règle générale, le perdant supporte tous les frais de justice (article 176 du Code de procédure civile). Quand les parties succombent respectivement sur quelques chefs, il y a compensation des dépens (article 178 du Code de procédure civile). L'aide juridique est prévue aux articles 194 à 204 du Code de procédure civile. Pour l'obtenir, il faut justifier de son besoin.

Le Code des avocats prévoit un niveau minimum d'honoraires en fonction du volume de contentieux civil et du type de procédure.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 5 b) de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹³ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels. Il convient cependant de signaler que la Loi sur les dessins et modèles (Décret présidentiel n° 259/1997) n'a été mise en vigueur que récemment (le 19 septembre 1997). Aussi n'y a-t-il pas encore de décisions rapportées.

23. Prière d'indiquer dans quelles circonstances les mesures judiciaires provisoires peuvent être ordonnées sans que le contrevenant présumé soit entendu. Prière d'indiquer si la procédure civile grecque est compatible avec l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC.¹⁴

Droit d'auteur et droits connexes

Les mesures provisoires prévues aux articles 682 à 738 du Code de procédure civile prennent une importance pratique croissante en Grèce. Elles sont administrées par le tribunal de première instance à juge unique. Elles offrent la possibilité de mesures correctives pour chaque demande en cas d'urgence ou pour éviter un risque imminent (article 682 du Code de procédure civile). Il est même possible d'accorder des mesures provisoires sans convocation préalable du contrevenant présumé (article 687, paragraphe 1, du Code de procédure civile) et le tribunal peut prononcer immédiatement une ordonnance provisoire sur présentation de la requête (article 691, paragraphe 2, du Code de procédure civile).

¹³ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

¹⁴ Il est renvoyé aux réponses de la Grèce à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (document IP/N/6/GRC/1).

En outre, selon les dispositions expresses de l'article 64 de la Loi n° 2121/1993 combinées avec les dispositions susmentionnées des articles 687, paragraphe 1, et 692, paragraphe 2, du Code de procédure civile, les mesures provisoires sans que le contrevenant présumé soit entendu sont ordonnées par le tribunal de première instance à juge unique.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 11 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹⁵ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Douanes

Les mesures judiciaires provisoires peuvent être ordonnées après que le titulaire du droit a présenté une demande à l'autorité compétente.

24. Prière d'indiquer les sanctions pénales, y compris les peines de prison et les amendes, applicables pour les brevets, les dessins et modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce aux questions 21 et 24 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹⁵ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. Il n'existe pas de sanctions pénales pour l'atteinte à des dessins ou modèles industriels.

III. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS

Obligations générales

1. Les articles 41:1 et 42 de l'Accord sur les ADPIC prescrivent de donner accès aux procédures destinées à faire respecter de manière efficace les droits de propriété intellectuelle couverts par l'Accord. Apparemment, le document IP/N/6/GRC/1 traite essentiellement de la législation relative au droit d'auteur. Prière d'indiquer la structure des procédures judiciaires et administratives¹⁶ en Grèce par lesquelles les parties peuvent faire respecter les autres types de droits de propriété intellectuelle figurant dans la Partie II de l'Accord sur les ADPIC, aux niveaux local, provincial et national, en précisant la compétence de chaque type de tribunal ou d'organe administratif et en exposant les rapports qu'ils entretiennent entre eux, le cas échéant. Veuillez citer les lois ou autres textes juridiques établissant cette structure, y compris chaque type de tribunal et d'organe administratif.

¹⁵ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

¹⁶ Les présentes questions portent sur les moyens tant judiciaires qu'administratifs de faire respecter les droits de propriété intellectuelle en vertu de l'article 49 de l'Accord sur les ADPIC.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce aux questions 1 et 9 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹⁷ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce aux questions 1 et 9 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.¹⁷

2. Prière d'indiquer brièvement la procédure qui doit être suivie par une partie étrangère pour engager une procédure visant à faire respecter des droits auprès de chaque tribunal et organe administratif identifié en réponse à la question 1 et de citer les textes juridiques établissant ces procédures.

Propriété industrielle

Les parties étrangères ont les mêmes droits que les ressortissants grecs. La procédure que doit suivre la partie étrangère en cas d'atteinte à un brevet, à un modèle d'utilité, à un schéma de configuration de produits semi-conducteurs protégé ou à un dessin ou modèle industriel est la même que pour le ressortissant grec ayant la qualité lui permettant de se prévaloir du droit en cause. Au moment du dépôt de l'action ou de la requête en injonction auprès du secrétaire du tribunal compétent, une date est fixée pour le procès. Une notification préalable doit être adressée à la partie adverse (article 229 du Code de procédure civile). Pour une description détaillée de la procédure établie pour les mesures provisoires, prière de voir la réponse de la Grèce à la question 12 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.¹⁷

Marques de fabrique ou de commerce

Les parties étrangères ont les mêmes droits que les ressortissants grecs. La procédure que doit suivre la partie étrangère en cas d'atteinte à une marque de fabrique ou de commerce est la même que pour le ressortissant grec ayant la qualité lui permettant de se prévaloir du droit en cause. Au moment du dépôt de l'action ou de la requête d'injonction auprès du secrétaire du tribunal compétent, une date est fixée pour le procès. Une notification préalable doit être adressée à la partie adverse (article 229 du Code de procédure civile). Pour une description détaillée de la procédure établie pour les mesures provisoires, prière de voir la réponse de la Grèce à la question 12 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.¹⁷

3. Prière d'exposer les éventuelles conditions auxquelles une partie étrangère doit satisfaire pour engager une procédure auprès des tribunaux et organes administratifs identifiés en réponse à la question 1 qui ne sont pas imposées à un ressortissant grec ou à un résident en Grèce et de citer les textes juridiques prévoyant ces distinctions.

Propriété industrielle

Il n'existe pas de conditions supplémentaires auxquelles devrait satisfaire une partie étrangère ayant qualité pour se prévaloir d'un droit sur un brevet, un modèle d'utilité, un schéma de configuration de produits semi-conducteurs protégé ou un dessin ou modèle industriel.

¹⁷ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Marques de fabrique ou de commerce

Il n'existe pas de conditions supplémentaires auxquelles devrait satisfaire une partie étrangère ayant qualité pour se prévaloir d'un droit sur une marque de fabrique ou de commerce.

4. Les articles 41:1 et 48 de l'Accord sur les ADPIC prescrivent d'établir des sauvegardes contre l'usage abusif des procédures judiciaires et administratives visant à faire respecter les droits, y compris d'accorder un dédommagement adéquat en réparation du dommage subi du fait d'un tel usage abusif. Prière d'indiquer les moyens offerts par la législation grecque pour prévenir l'usage abusif des procédures judiciaires et administratives ou réparer les torts subis du fait d'un tel usage abusif et de citer les textes juridiques qui prévoient ces moyens.

Droit d'auteur et droits connexes

Le Code civil contient toute une gamme de dispositions générales fondées sur le principe de l'équité. Il contient aussi des dispositions expresses interdisant l'abus de droit. L'article 281 du Code civil dispose:

"L'exercice d'un droit est interdit s'il excède manifestement les bornes imposées par la bonne foi, la moralité ou le but social ou économique de ce droit."

En outre, l'article 914 du Code civil dispose:

"Celui qui par sa faute cause à autrui un préjudice d'une manière contraire à la loi est tenu de l'indemniser."

Enfin, l'article 57 du Code civil confère un droit d'action général pour la protection de la personnalité contre toute atteinte illégale.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 7 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹⁸ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 7 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.¹⁸

5. L'article 41:2 traite, entre autres choses, du coût des procédures judiciaires et administratives visant à faire respecter les droits. Prière d'indiquer les éventuelles redevances perçues par les agents judiciaires ou administratifs pour l'enregistrement des actions en justice intentées en matière de propriété intellectuelle ou pour la poursuite de ces actions une fois qu'elles ont été engagées, de citer les textes juridiques qui prévoient ces redevances et de fournir les copies des documents utilisés pour en assurer la publicité.

Droit d'auteur et droits connexes

Les articles 173 à 193 du Code de procédure civile exposent les règles en ce qui concerne les frais de justice. Ces frais varient selon le degré de juridiction et la valeur du litige. En règle

¹⁸ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

générale, le perdant supporte tous les frais de justice (article 176 du Code de procédure civile). Quand les parties succombent respectivement sur quelques chefs, il y a compensation des dépens (article 178 du Code de procédure civile). L'aide juridique est prévue aux articles 194 à 204 du Code de procédure civile. Pour l'obtenir, il faut justifier de son besoin. Le Code des avocats prévoit un niveau minimum d'honoraires en fonction du volume de contentieux civil et du type de procédure. (Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 8 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.¹⁹)

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 8 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹⁹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 8 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.¹⁹

6. L'article 41:2 traite également de la célérité des procédures judiciaires et administratives visant à faire respecter les droits. Prière de citer les textes juridiques établissant les éventuels délais applicables à ces procédures et, si cela n'a déjà été fait, de fournir les copies des lois et règlements en question.

Droit d'auteur et droits connexes

Les audiences du tribunal de première instance se déroulent en une seule séance (article 270, paragraphe 4, du Code de procédure civile), sauf s'il y a lieu de poursuivre le procès ou de statuer à titre préjudiciel sur des questions.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 8 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits¹⁹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 8 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.¹⁹

7. Des retards injustifiés dans les actions civiles et pénales visant à faire respecter les droits de propriété intellectuelle en Grèce ont été signalés. Prière d'indiquer les éventuelles dispositions du régime grec relatif aux moyens de faire respecter les droits qui garantissent des mesures correctives rapides. Veuillez en outre indiquer les dispositions prévues pour empêcher les parties à une procédure de provoquer volontairement des retards, ainsi que les circonstances dans lesquelles ces dispositions seront appliquées.

¹⁹ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Droit d'auteur et droits connexes

Cela dépend de la procédure suivie par les parties. Les mesures provisoires peuvent être ordonnées sans délai selon les articles 682 *et seq.* du Code de procédure civile.

Au titre de l'article 64 de la Loi n° 2121/1993 sur le droit d'auteur et les droits connexes, si une atteinte au droit d'auteur ou aux droits connexes se produit ou risque de se produire, le juge unique du tribunal de première instance peut ordonner, à titre provisoire, la saisie conservatoire de tout objet en la possession du défendeur servant manifestement à porter atteinte au droit d'auteur, ou de tout produit ou preuve de cette atteinte. Le tribunal peut également ordonner que ces objets soient inventoriés et photographiés. En pareil cas, le tribunal est réputé prendre une ordonnance provisoire conformément à l'article 687, paragraphe 1, et à l'article 691, paragraphe 2, du Code de procédure civile, jusqu'à l'examen de la demande, afin de protéger le droit menacé. L'ordonnance provisoire est prononcée à très court délai.

Selon l'article 63, paragraphe 1, de la Loi n° 2121/1993, s'il risque de se produire une atteinte au droit d'auteur, par exemple lorsqu'il y a intention manifeste de présenter une représentation publique non autorisée d'une œuvre théâtrale, cinématographique ou musicale, les services de police compétents doivent interdire l'atteinte au droit sur demande de l'auteur ou du titulaire du droit. Sur demande, le ministère public accordera aux services de police tout mandat nécessaire. Il en ira de même lorsqu'une représentation publique de l'œuvre est en cours depuis plus deux jours sans paiement d'une juste rémunération.

Ce paragraphe s'appliquera, *mutatis mutandis*, aux atteintes à des droits connexes prévues aux articles 46, 47 et 48 de la Loi n° 2121/1993.

L'application de la procédure de flagrance est également recommandée selon la circulaire du parquet de la Cour suprême (Circulaire n° 10/1365/15-4-97 concernant la protection pénale du droit d'auteur).

Prière de voir également les réponses de la Grèce aux sujet des procédures et mesures correctives civiles et administratives ci-dessous.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 8 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²⁰ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 8 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁰

8. En vertu de l'article 41:3 de l'Accord sur les ADPIC, les décisions au fond doivent être, de préférence, écrites, pour en déterminer plus facilement les motifs. Prière d'indiquer, pour chaque type de tribunal et d'organe administratif identifié en réponse à la question 1, si les juges

²⁰ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

ou les agents administratifs sont tenus de formuler leurs décisions par écrit et de citer les textes juridiques prescrivant une telle condition.

Droit d'auteur et droits connexes

Les décisions sont toujours écrites et motivées et elles sont mises à la disposition des parties ou de toute autre personne intéressée sans retard injustifié (articles 300 *et seqq.* du Code de procédure civile). Il s'agit là d'une règle fondamentale du système judiciaire grec (voir aussi l'article 559-19 du Code de procédure civile sur la procédure en cassation).

Propriété industrielle et marques de fabrique ou de commerce

Les décisions des tribunaux civils sont toujours écrites et motivées comme le prescrit l'article 304, paragraphe 1, du Code de procédure civile.

9. En vertu de l'article 41:3, les décisions au fond doivent aussi s'appuyer exclusivement sur des éléments de preuve sur lesquels les parties ont eu la possibilité de se faire entendre. Prière d'indiquer, pour chaque type de tribunal et d'organe administratif identifié en réponse à la question 1, quels facteurs peuvent être pris en considération par les juges ou les agents administratifs lorsqu'ils rendent une décision et de citer les textes juridiques sur lesquels ils se fondent pour se prononcer.

Droit d'auteur et droits connexes

Les règles de preuve en matière civile sont prévues aux articles 335 à 465 du Code de procédure civile. Seuls les faits contestés par une partie et pertinents quant à l'issue du litige constituent l'objet de la preuve (article 335 du Code de procédure civile). Les parties sont dispensées de faire la preuve des enseignements généraux de l'expérience humaine de même que des faits de notoriété publique (article 336 du Code de procédure civile). Toute la matière de la preuve fait l'objet d'une réglementation détaillée exposée dans 130 articles du Code de procédure civile (articles 335 à 465). Chaque partie a la charge de prouver les faits dont dépend le succès de sa prétention (article 338 du Code de procédure civile). L'article 339 du Code de procédure civile reconnaît huit moyens de preuve: l'aveu, la preuve directe, les rapports d'experts, le témoignage, l'interrogatoire des parties, le serment d'une partie, la preuve littérale et les présomptions.

Propriété industrielle et marques de commerce

Les décisions des tribunaux civils sont fondées sur la preuve présentée au tribunal par les parties avant le commencement de l'audience et sur la preuve produite pendant l'audience en vertu de l'article 270, paragraphe 6, du Code de procédure civile. Le tribunal a la faculté d'apprécier librement la preuve produite et de juger du bien-fondé des prétentions (article 340 du Code de procédure civile).

10. En vertu de l'article 41:4, les Membres de l'OMC sont tenus de prévoir la révision judiciaire de certaines décisions judiciaires et administratives dans le cadre des procédures relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Prière d'indiquer les éventuelles limitations imposées par la législation à la faculté qu'une partie à une telle procédure a d'obtenir que les décisions de procédure et les décisions finales soient révisées par une autorité judiciaire distincte, et de citer les textes juridiques prévoyant de telles révisions.

Droit d'auteur et droits connexes

C'est une règle générale en droit grec que la partie qui a un grief contre une décision judiciaire peut obtenir le réexamen de l'affaire (articles 495 à 590 du Code de procédure civile). La même règle s'applique en matière pénale (articles 486 à 530 du Code de procédure pénale).

Propriété industrielle

Ainsi qu'il est indiqué dans la réponse à la question 9 de la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits²¹, l'atteinte aux brevets, modèles d'utilité, schémas de configuration protégés ou dessins et modèles industriels relève exclusivement des autorités judiciaires. Elle ne peut donc faire l'objet d'une décision administrative.

Marques de fabrique ou de commerce

L'atteinte aux marques de fabrique ou de commerce relève exclusivement des autorités judiciaires. Elle ne peut donc pas faire l'objet d'une décision administrative.

Procédures et mesures correctives civiles et administratives

11. En vertu de l'article 42, les défendeurs doivent être informés des procédures judiciaires et administratives relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle engagés contre eux. Prière de décrire les procédures suivies par chaque type de tribunal et d'organe administratif identifié en réponse à la question 1 pour informer les parties défenderesses des procédures qui ont été engagées contre elles, d'indiquer les renseignements fournis au sujet de la procédure et de citer les textes juridiques établissant ces procédures.

Droit d'auteur et droits connexes

Une copie de l'action civile est signifiée au défendeur à l'initiative du demandeur (article 229 du Code de procédure civile). S'agissant des mesures provisoires, la requête doit être notifiée à la partie adverse dans un délai fixé par le juge (article 686 du Code de procédure civile).

Propriété industrielle et marques de fabrique ou de commerce

Ainsi qu'il a été mentionné en réponse à la question 2 ci-dessus, l'action ou la requête en injonction doit être notifiée au préalable à la partie adverse (articles 229 et 686 du Code de procédure civile), à la seule exception des mesures provisoires qui peuvent être prises sans que la partie adverse soit entendue. Il incombe au demandeur ou au requérant de signifier à la partie adverse une copie de l'action ou de la requête en injonction.

12. En vertu de l'article 42, les parties à une procédure relative aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle doivent également avoir la possibilité de se faire représenter par un conseil et ne doivent pas être soumises à des prescriptions excessives en matière de comparution personnelle. Prière d'indiquer les éventuelles limitations imposées par la législation grecque à la faculté qu'une partie à une telle procédure a de se faire représenter par un conseil juridique indépendant et les éventuelles prescriptions l'obligeant à comparaître personnellement dans une procédure. Prière de citer les textes juridiques prévoyant de telles limitations et imposant de telles prescriptions.

²¹ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Droit d'auteur et droits connexes

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 2 de la liste des questions concernant les moyens de faire respecter les droits.²²

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 2 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²² à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse à la question 2 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²² La même réponse vaut pour les marques de fabrique ou de commerce.

13. En vertu de l'article 42, les parties doivent être habilitées à justifier leurs allégations et à présenter les éléments de preuve pertinents. Prière d'indiquer les éventuelles limitations imposées par la législation grecque à la faculté qu'une partie a de justifier une allégation ou de présenter les éléments de preuve pertinents et de citer le texte juridique prévoyant de telles limitations.

Droit d'auteur et droits connexes

En droit grec, chaque partie a la charge de justifier ses allégations (article 338 du Code de procédure civile).

Propriété industrielle et marques de fabrique ou de commerce

Il n'existe pas de limitations à la faculté qu'ont les parties de justifier leurs allégations. L'administration de la preuve est soumise aux règles prévues aux articles 335 à 465 du Code de procédure civile.

14. L'article 42 prescrit, à une étroite exception près, de prévoir un moyen d'identifier et de protéger les renseignements confidentiels au cours des procédures judiciaires et administratives relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Prière d'indiquer les moyens prévus par la législation grecque pour que les parties puissent identifier et protéger les renseignements confidentiels qu'elles sont tenues de présenter à l'appui de leurs allégations et de citer les textes juridiques prévoyant une telle identification et une telle protection.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 4 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²² à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

²² Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 4 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²³

15. En vertu de l'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC, les agents judiciaires et administratifs doivent pouvoir ordonner à une partie à une procédure relative aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle de produire les éléments de preuve pertinents se trouvant sous son contrôle et identifiés par la partie adverse lorsque cette dernière a présenté des éléments de preuve raisonnablement accessibles à l'appui de ses allégations. Prière d'indiquer selon quelles modalités et dans quelles circonstances les juges et les agents administratifs peuvent ordonner la production d'éléments de preuve pertinents dans les procédures relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle et de citer les textes juridiques prévoyant de telles ordonnances.

Droit d'auteur et droits connexes

Les règles concernant la production de la preuve sont prévues aux articles 335 à 465 du Code de procédure civile. La consultation de documents se trouvant sous le contrôle du défendeur peut également être permise lorsqu'une procédure pénale est en cours.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 3 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²³ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 3 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²³

16. Il semblerait qu'en Grèce un détenteur de droit ne puisse pas obtenir par de telles ordonnances judiciaires ou administratives certains registres commerciaux indiquant l'ampleur des bénéfices tirés d'une marchandise pirate portant atteinte à son droit d'auteur, qui sont nécessaires pour étayer ses allégations en matière de dommages-intérêts. Prière d'indiquer si c'est le cas et, dans l'affirmative, en quoi la législation grecque est conforme aux obligations découlant de l'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC.

Droit d'auteur et droits connexes

La personne qui intentionnellement ou par négligence porte atteinte au droit d'auteur ou à un droit connexe d'une autre personne est tenue de lui payer des dommages-intérêts d'un montant au moins égal au double de la rémunération légalement exigée ou normalement due pour la forme d'exploitation à laquelle elle s'est livrée (article 65, paragraphe 2, de la Loi n° 2121/1993).

17. Les renseignements dont la production a été ordonnée, évoqués à la question 15, doivent être protégés s'ils sont confidentiels. Prière d'indiquer les moyens prévus par la législation grecque pour protéger ces renseignements et le texte juridique prévoyant une telle protection, si ces moyens sont différents de ceux qui sont décrits en réponse à la question 14.

²³ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 4 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²⁴ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 4 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁴

18. L'article 43:2 prévoit que, dans l'éventualité où une partie refuserait de fournir les renseignements dont la production a été ordonnée par les agents judiciaires ou administratifs, ces derniers peuvent être habilités à établir des déterminations préliminaires et finales défavorables à cette partie. Prière d'indiquer les sanctions qui peuvent être infligées à une partie qui a refusé de fournir les renseignements dont la production a été ordonnée et les circonstances dans lesquelles elles sont infligées, en citant le texte juridique qui les prévoit.

Droit d'auteur et droits connexes

Les articles 954 à 1054 du Code de procédure civile prévoient les méthodes et les mécanismes d'exécution des jugements. Les obligations fondées sur la loi, sur des actes juridiques ou sur les décisions des tribunaux, qui, selon le droit matériel, consistent en une déclaration de volonté, donnent ouverture à l'exécution.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 3 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²⁴ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 3 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁴

19. L'article 44:1 prescrit que les agents judiciaires et administratifs soient habilités à formuler une injonction ou à empêcher d'une autre manière une partie de mener une activité portant atteinte à un droit, y compris en empêchant l'introduction des marchandises en cause dans les circuits commerciaux relevant de leur compétence. Prière d'indiquer le pouvoir que les juges et les agents administratifs identifiés en réponse à la question 1 ont d'ordonner aux parties de mettre un terme aux violations des droits et d'empêcher les marchandises en cause de pénétrer dans les circuits commerciaux relevant de leur compétence immédiatement après leur dédouanement. En outre, prière de citer les textes juridiques autorisant de telles actions.

Droit d'auteur et droits connexes

En vertu de l'article 3, paragraphe 1 h), de la Loi n° 2121/1993, l'auteur a le droit d'interdire l'importation de son œuvre produite à l'étranger sans son consentement. Les producteurs

²⁴ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

d'enregistrements sonores, visuels ou à la fois sonores et visuels ont le droit d'interdire l'importation d'enregistrements produits dans un pays étranger sans leur consentement.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 5 a) et c) de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²⁵ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels (article 28, paragraphes 1 et 2, du Décret présidentiel n° 259/1997).

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 5 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁵

20. L'article 44:2 prévoit une exception à la prescription énoncée au paragraphe 1 en ce qui concerne l'utilisation d'un droit par les pouvoirs publics ou par des tiers autorisés par les pouvoirs publics, limitant la mesure corrective de la violation du droit au paiement d'une rémunération adéquate tel que le prévoit l'article 31 h). Prière d'indiquer les éventuelles limitations des mesures correctives figurant dans la législation grecque et de citer les textes juridiques prévoyant ces limitations.

Propriété industrielle

Le paiement d'une rémunération au titulaire du brevet est la seule mesure corrective ouverte dans le cas de l'utilisation d'une invention par le gouvernement sans l'autorisation du titulaire du droit (article 14 de la Loi n° 1733/1987).

21. L'article 45:1 prescrit que les agents judiciaires et administratifs soient habilités à ordonner à un contrevenant de verser au détenteur du droit des dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage subi du fait de l'atteinte portée au droit. Prière d'indiquer le pouvoir que les juges et les agents administratifs identifiés en réponse à la question 1 ont d'ordonner à une partie dont il a été constaté qu'elle portait atteinte à un droit de verser au détenteur du droit des dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage causé par cette atteinte. Prière d'indiquer les facteurs pris en considération pour établir le montant du dédommagement et de citer les textes juridiques autorisant des ordonnances en la matière.

Droit d'auteur et droits connexes

Le droit grec est très progressiste en matière de dommages-intérêts. En vertu de l'article 65, paragraphe 2, de la Loi n° 2121/1993, l'auteur ou le titulaire de droits connexes est en droit de recevoir des dommages-intérêts dont le montant sera au moins égal au double de la rémunération légalement exigée ou normalement due pour la forme d'exploitation à laquelle le contrevenant s'est livré illicitement. Au lieu de demander des dommages-intérêts, le titulaire du droit peut réclamer les gains réalisés par le contrevenant du fait de l'utilisation non autorisée d'une œuvre (article 65, paragraphe 3, de la Loi n° 2121/1993).

Pour chaque acte ou omission contribuant à une atteinte au droit, le tribunal peut imposer une amende allant de 300 000 drachmes à 1 million de drachmes, payable au titulaire du droit (article 65, paragraphe 4, de la Loi n° 2121/1993).

²⁵ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 5 b) de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²⁶ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les brevets et modèles industriels (article 28, paragraphe 2, du Décret présidentiel n° 259/1997). Il convient cependant de signaler que la Loi sur les dessins et modèles (Décret présidentiel n° 259/1997) n'a été mise en vigueur que récemment (le 19 septembre 1997). Il n'y a donc pas encore de décisions rapportées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 5 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁶

22. L'article 45:2 prescrit que les juges et les agents administratifs soient habilités à ordonner de payer les frais du détenteur du droit, y compris les honoraires d'avocat. Prière d'indiquer le pouvoir que les juges et les agents administratifs identifiés en réponse à la question 1 ont d'ordonner le paiement des frais du détenteur du droit, les circonstances dans lesquelles une telle ordonnance sera prononcée et les facteurs pris en considération pour déterminer les frais, et de citer les textes juridiques autorisant de tels paiements.

Droit d'auteur et droits connexes

Les autorités judiciaires sont habilitées à ordonner au contrevenant de payer les dépenses du titulaire du droit, ce qui peut comprendre les honoraires d'avocat (prière de voir la réponse à la question 5).

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 5 b) de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²⁶ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 5 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁶

23. L'article 46 prescrit que les juges et les agents administratifs soient habilités à ordonner, dans certaines circonstances, d'autres mesures correctives, y compris la mise à l'écart des circuits commerciaux ou la destruction des marchandises et la destruction des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création des marchandises en cause. Prière d'indiquer les mesures correctives additionnelles prévues par la législation grecque, les circonstances dans lesquelles ce pouvoir sera exercé et les facteurs pris en considération pour déterminer la nature des mesures correctives offertes, et de citer les textes juridiques prévoyant de telles mesures.

²⁶ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Droit d'auteur et droits connexes

Les mesures provisoires sont ordonnées selon les dispositions des articles 682 à 738 du Code de procédure civile. En outre, en vertu de l'article 64 de la Loi n° 2121/1993, si une atteinte au droit d'auteur ou aux droits connexes se produit ou risque de se produire, le juge unique du tribunal de première instance peut ordonner, à titre provisoire, la saisie conservatoire de tout objet en la possession du défendeur servant manifestement à porter atteinte au droit d'auteur, ou de tout produit ou preuve de cette atteinte. Le tribunal peut également ordonner que ces objets soient inventoriés et photographiés. Les autorités judiciaires peuvent également ordonner la destruction de matériel.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 5 c) de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²⁷ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels (article 28, paragraphe 2, du Décret présidentiel n° 259/1997).

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 5 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁷

24. L'article 47 prévoit que les Membres de l'OMC peuvent habiliter les juges et les agents administratifs à ordonner aux contrevenants d'identifier pour le compte des détenteurs de droits les tierces parties participant à la production et à la distribution des marchandises ou des services en cause, ainsi que leurs circuits de distribution. Prière d'indiquer le pouvoir éventuel que les juges et les agents administratifs ont en vertu de la législation grecque d'ordonner aux contrevenants d'identifier pour le compte des détenteurs de droits les tierces parties participant à la production et à la distribution des marchandises ou des services en cause, ainsi que leurs circuits de distribution, et de décrire les circonstances dans lesquelles ce pouvoir serait exercé. Prière de citer les textes juridiques prévoyant de telles mesures correctives.

Droit d'auteur et droits connexes

En Grèce, les autorités judiciaires tiennent ce pouvoir des règles de procédure, en particulier du Code de procédure pénale (articles 251 à 304 du Code de procédure pénale).

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 6 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²⁷ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 6 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁷

²⁷ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

25. L'article 48:2 autorise les Membres de l'OMC à ne dégager les autorités et les agents publics de leur responsabilité qui les expose à des mesures correctives que dans les cas où ils ont agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi dans l'exercice de leurs responsabilités dans le cadre de la législation. Prière d'indiquer les éventuelles exemptions de responsabilité accordées aux autorités et agents publics pour usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits, de décrire les circonstances dans lesquelles de telles limitations ne s'appliqueraient pas et de citer les textes juridiques accordant de telles exemptions.

Droit d'auteur et droits connexes

Nous notons que cette question reflète la mentalité du système judiciaire américain. Le Code civil grec érige en règle le principe de l'obligation de réparation dans tous les cas où une personne cause un préjudice à autrui de manière illégale. À titre d'exception, le Code civil reconnaît l'élément d'illégalité dans les cas de la défense (article 284) et de la justice privée (article 282).

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 7 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²⁸ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 7 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁸

Mesures provisoires

26. En vertu de l'article 50:1 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à ordonner l'adoption de mesures provisoires rapides et efficaces pour empêcher qu'il soit porté atteinte à un droit de propriété intellectuelle. Pour chaque droit de propriété intellectuelle identifié à l'article 1:2 de l'Accord sur les ADPIC, prière d'indiquer les mesures provisoires offertes pour protéger les droits de propriété intellectuelle. Prière de citer le texte juridique pertinent établissant ces mesures provisoires.

Droit d'auteur et droits connexes

Les mesures provisoires sont ordonnées en vertu des dispositions du Code de procédure civile (articles 682 à 738) et de dispositions expresses de la Loi n° 2121/1993.

Dans tous les cas d'atteinte à un droit, le titulaire peut exiger que son droit soit reconnu et que l'activité illicite cesse et ne reprenne pas à l'avenir (article 65, paragraphe 1, de la Loi n° 2121/1993). Pour chaque acte ou omission contribuant à une atteinte au droit, le tribunal peut imposer une amende allant de 300 000 drachmes à 1 million de drachmes.

En outre, l'article 63 de la Loi n° 2121/1993 prévoit des mesures pour mettre fin à une atteinte au droit d'auteur et aux droits connexes.

²⁸ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 10 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits²⁹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels (article 28, paragraphes 1 et 2, du Décret présidentiel n° 259/1997).

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 10 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁹

27. En vertu de l'article 50:1 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à ordonner l'adoption de mesures provisoires rapides et efficaces pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents relatifs à une atteinte alléguée. Prière d'indiquer les mesures provisoires offertes pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents relatifs à une atteinte alléguée. Prière de citer le texte juridique pertinent établissant ces mesures provisoires.

Droit d'auteur et droits connexes

On trouve des mesures provisoires pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents par rapport à une atteinte alléguée dans la Loi n° 2121/1993 et dans le Code de procédure civile. Selon l'article 64 susmentionné de la Loi n° 2121/1993, le juge unique du tribunal de première instance peut ordonner la saisie conservatoire de tout objet en la possession du défendeur. Au lieu de la saisie conservatoire, le tribunal peut également ordonner que ces objets soient inventoriés et photographiés.

La saisie conservatoire peut également être ordonnée au titre des articles 707 à 724 du Code de procédure civile. Le séquestre constitue une autre mesure conservatoire, prévue aux articles 725 à 727 du Code de procédure civile. Les mesures provisoires sont ordonnées par les autorités judiciaires (tribunal de première instance à juge unique). Prière de voir aussi les réponses aux questions 28 et 30.

Propriété industrielle

On peut procéder à la saisie conservatoire ou à la mise sous séquestre de tout élément de preuve pertinent par rapport à une atteinte alléguée en matière de brevets, de modèles d'utilité, de topographies de produits semi-conducteurs protégées et de dessins et modèles industriels (article 17, paragraphe 5, de la Loi n° 1733/1987, article 19, paragraphe 6, de la Loi n° 1733/1987, article 17, paragraphe 3, du Décret présidentiel n° 45/1991, article 28, paragraphe 2, du Décret présidentiel n° 259/1997, articles 707 à 724 et 725 à 727 du Code de procédure civile).

Marques de fabrique ou de commerce

Il est possible de procéder à une saisie ou à une mise sous séquestre d'éléments de preuve pertinents par rapport à une atteinte alléguée en matière de marques de fabrique ou de commerce (article 27 de la Loi n° 2239/1994). Prière de voir aussi la réponse de la Grèce à la question 10 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.²⁹

28. L'article 50:2 et 50:8 prescrit aux Membres d'habiliter les autorités judiciaires et administratives à adopter des mesures provisoires sans que l'autre partie soit entendue. Pour

²⁹ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

chaque droit de propriété intellectuelle identifié à l'article 1:2 de l'Accord sur les ADPIC, prière de décrire brièvement les circonstances dans lesquelles les autorités judiciaires et administratives sont habilitées à adopter des mesures provisoires sans que l'autre partie soit entendue. Prière de citer le texte juridique pertinent conférant ce pouvoir aux autorités.

Droit d'auteur et droits connexes

Conformément à l'article 64 de la Loi n° 2121/1993, combiné à l'article 687, paragraphe 1, et à l'article 691, paragraphe 2, du Code de procédure civile, le tribunal peut ordonner les mesures provisoires sans que la partie adverse soit entendue sous les conditions prescrites à l'article 64, susmentionné, de la Loi n° 2121/1993. Ces dispositions sont appliquées par le tribunal à juge unique.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 11 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁰ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 11 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁰

29. En vertu de l'article 50:2 et 50:8, les autorités judiciaires et les organes administratifs doivent être habilités à accorder des mesures correctives provisoires lorsqu'un retard est de nature à causer un "préjudice irréparable" au détenteur du droit. Prière d'indiquer brièvement les conditions requises par les autorités identifiées en réponse aux questions 25, 26 et 27 pour établir l'existence d'un "préjudice irréparable" causé au détenteur du droit.

Droit d'auteur et droits connexes

Les mesures provisoires sont ordonnées dans la mesure où le requérant établit la nécessité urgente d'éviter un danger imminent (article 682, paragraphe 1, du Code de procédure civile).

Propriété industrielle et marques de fabrique ou de commerce

Selon l'article 687, paragraphe 1, du Code de procédure civile, l'extrême urgence ou l'existence d'un danger imminent à éviter constitue une condition préalable pour que soit ordonnée une mesure provisoire sans que la partie adverse soit entendue. Si la notification à la partie adverse devait empêcher l'exécution de la mesure provisoire demandée, la situation présenterait, de l'avis du tribunal, un degré d'extrême urgence. Il y aurait danger imminent dans le cas où la notification à la partie adverse empêcherait le requérant d'obtenir l'exécution de la mesure provisoire (par exemple si la partie adverse cache ou vend les marchandises qui doivent faire l'objet de la saisie).

30. En vertu de l'article 50:2 et 50:8, les autorités judiciaires et les organes administratifs doivent également être habilités à accorder des mesures correctives provisoires lorsqu'il existe un "risque démontrable de destruction des éléments de preuve". Prière d'indiquer brièvement les facteurs pris en considération par les autorités compétentes pour déterminer à quel moment il existe un "risque démontrable de destruction des éléments de preuve".

³⁰ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Droit d'auteur et droits connexes

Au titre de l'article 64 de la Loi n° 2121/1993, lorsqu'il y a lieu de croire qu'une atteinte au droit d'auteur ou à l'un des droits connexes visée aux articles 46 à 48 et 51 de ladite loi se produit ou risque de se produire, le juge unique du tribunal de première instance peut ordonner, par mesure de précaution, la saisie conservatoire de tout objet en la possession du défendeur servant manifestement à porter atteinte au droit d'auteur ou de tout produit ou preuve de cette atteinte. Cette mesure est prise conformément à l'article 687, paragraphe 1, du Code de procédure civile et une ordonnance provisoire doit obligatoirement être prononcée en vertu de l'article 691, paragraphe 2, du Code de procédure civile.

Les mesures provisoires prévues aux articles 682 à 738 du Code de procédure civile sont très importantes. En règle générale, elles sont appliquées par le tribunal à juge unique. Elles ont une vaste portée et rendent possible une mesure corrective provisoire sur demande, à condition qu'il y ait nécessité urgente ou besoin d'éviter un danger imminent, comme le risque de destruction d'éléments de preuve.

Les mesures provisoires peuvent être accordées dans une procédure non contradictoire (article 687 du Code de procédure civile); elles permettent au tribunal de prononcer immédiatement une ordonnance provisoire au moment de la présentation de la requête (article 691 du Code de procédure civile).

Pour obtenir ces mesures provisoires, il faut une situation d'urgence et un droit manifeste nécessitant une protection provisoire. Ces éléments ne doivent être établis que sur une base de probabilité.

Les mesures provisoires prennent une importance pratique croissante en Grèce.

Propriété industrielle et marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse à la question 29 ci-dessus.

31. En vertu de l'article 50:1, 50:2 et 50:8, les autorités compétentes doivent être habilitées à ordonner des mesures rapides et efficaces pour empêcher qu'un acte portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle ne soit commis et pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents relatifs à cette atteinte alléguée. Le pouvoir d'ordonner des mesures correctives rapides et efficaces est-il exercé sans qu'il y ait de discrimination sur la base de la nationalité du détenteur du droit? Dans la négative, prière d'indiquer les différences concernant les parties étrangères qui sollicitent des mesures correctives provisoires et de citer le texte juridique y relatif.

Droit d'auteur et droits connexes

Les parties étrangères ont les mêmes droits que les ressortissants grecs. Il n'y a donc pas de discrimination exercée dans l'exercice de la justice.

Propriété industrielle et marques de commerce

Prière de voir la réponse à la question 2 ci-dessus.

32. En vertu de l'article 50:3 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à exiger du requérant qu'il fournisse des éléments de preuve pour établir avec une certitude suffisante qu'il est le détenteur du droit et qu'une atteinte est portée à son droit ou que cette atteinte est imminente. Pour chaque droit de propriété intellectuelle défini à l'article 1:2

de l'Accord sur les ADPIC, prière d'indiquer les éléments de preuve requis des détenteurs de droits pour établir la propriété.

Droit d'auteur et droits connexes

Selon la Loi grecque en matière de droit d'auteur, tant les titulaires individuels du droit d'auteur et de droits connexes que les sociétés de perception peuvent engager une procédure judiciaire.

La Loi n° 2121/1993 est favorable au titulaire du droit d'auteur pour ce qui est de la preuve exigée pour reconnaître sa qualité d'auteur. En vertu de l'article 10, la personne dont le nom est indiqué sur le support matériel de l'œuvre en la manière usitée est réputée être l'auteur de ladite œuvre. Pour ce qui est des programmes d'ordinateur et des œuvres audiovisuelles, la personne physique ou morale dont le nom ou le titre apparaît sur le support physique de l'œuvre en la manière usitée pour désigner le titulaire du droit est réputée être le titulaire du droit d'auteur.

Les sociétés de perception créées exclusivement aux fins de gérer et/ou de protéger les droits patrimoniaux (articles 54 à 58 de la Loi n° 2121/1993) sont habilitées à engager une procédure judiciaire ou extrajudiciaire en leur nom propre et à exercer en toute légitimité tous les droits qui leur ont été transférés ou pour lesquels une procuration leur a été donnée. Aux termes de la législation grecque, une société de perception est réputée compétente pour gérer et/ou protéger le droit d'auteur concernant toutes les œuvres ou tous les titulaires de droit pour lesquels une déclaration de transfert à son profit a été faite par écrit ou pour lesquels une procuration lui a été donnée (article 55, paragraphe 2, de la Loi n° 2121/1993). Il convient de signaler qu'en Grèce une société de perception peut être créée dans le seul but d'exercer des fonctions de protection des droits patrimoniaux des titulaires de droit (articles 54 à 58 de la Loi n° 2121/1993). Le fonctionnement d'une telle société de perception est soumis à l'approbation du Ministre de la culture pour la protection des producteurs d'œuvres audiovisuelles.

Propriété industrielle et marques de fabrique ou de commerce

Le tribunal peut exiger tout élément de preuve nécessaire pour établir la qualité de titulaire du droit.

33. En vertu de l'article 50:3 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à prévoir une caution ou une garantie équivalente pour protéger le défendeur. Pour chaque droit de propriété intellectuelle identifié à l'article 1:2 de l'Accord sur les ADPIC, prière de citer le texte juridique établissant une caution ou une garantie équivalente.

Droit d'auteur et droits connexes

Le Code de procédure civile contient des dispositions expresses sur la caution judiciaire (articles 704 et 705, 162 à 168 du Code de procédure civile).

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 12 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³¹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

³¹ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 12 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³²

34. L'article 50:4 prescrit que les parties soient avisées lorsque des mesures provisoires ont été adoptées sans que l'autre partie soit entendue. Prière d'indiquer brièvement les procédures suivies par chaque autorité habilitée à adopter de telles mesures pour aviser les parties affectées et de préciser le délai dans lequel cet avis doit être adressé.

La notification à la partie adverse de la décision accordant une mesure provisoire n'est pas une condition d'exécution de celle-ci. Toutefois, dans le cas d'une décision ordonnant à la partie adverse de faire, de ne pas faire ou de tolérer un acte précis, la notification est nécessaire avant l'exécution de la décision, laquelle ne peut intervenir qu'après un délai de 24 heures (article 700, paragraphe 2, du Code de procédure civile).

35. L'article 50:4 prescrit également que les défendeurs se voient accorder un processus de révision afin de déterminer s'il faut modifier, confirmer ou abroger les mesures provisoires. Prière d'indiquer brièvement les procédures que le défendeur doit suivre pour engager un processus de révision auprès de chacune des autorités habilitées à adopter de telles mesures, ainsi que le délai dans lequel ce processus doit être engagé.

Droit d'auteur et droits connexes

Sur demande du défendeur, il peut y avoir révision des mesures provisoires selon l'article 696 du Code de procédure civile.

Propriété industrielle et marques de fabrique ou de commerce

Selon l'article 696, paragraphe 1, du Code de procédure civile, l'injonction prononcée en l'absence de la partie adverse ou sans qu'une notification préalable lui ait été adressée peut être révoquée ou modifiée à la demande de ladite partie. Aucun délai n'est prévu pour la demande de révision.

36. En vertu de l'article 50:5, les autorités compétentes doivent être habilitées à exiger des requérants qu'ils fournissent d'autres renseignements nécessaires à l'identification des marchandises considérées par l'autorité qui exécutera les mesures provisoires. Prière d'indiquer brièvement quels autres renseignements peuvent être requis par les autorités et de citer le texte juridique sur lequel cette demande de renseignements supplémentaires se fonde.

Droit d'auteur et droits connexes

Dans le cadre des mesures provisoires, le juge a le pouvoir discrétionnaire de choisir la mesure indiquée dans chaque cas, sans être lié par les demandes des parties (article 692 du Code de procédure civile).

Propriété industrielle et marques de fabrique ou de commerce

Le tribunal peut exiger tout renseignement relié à l'identification des marchandises. Cependant, il n'existe aucune disposition dans le Code de procédure civile qui détermine le type de renseignements qui peut être exigé.

³² Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

37. Aux termes de l'article 50:6 et 50:8, si une procédure conduisant à une décision au fond n'est pas engagée dans un délai raisonnable, les mesures provisoires accordées par les autorités compétentes seront abrogées ou cesseront de produire leurs effets d'une autre manière, à la demande du défendeur. Prière d'indiquer les dispositions pertinentes de la législation grecque autorisant l'abrogation ou la cessation des mesures provisoires si une procédure de révision n'est pas engagée dans un délai raisonnable et de préciser ce qu'est un "délai raisonnable" pour engager une procédure.

Droit d'auteur et droits connexes

L'ordonnance qui accorde des mesures provisoires peut fixer un délai pendant lequel le demandeur doit intenter l'action principale. En cas de non-respect, la mesure provisoire expire automatiquement (article 693 du Code de procédure civile)

Le tribunal saisi de l'action principale a le pouvoir de modifier ou de révoquer les mesures provisoires (article 697 du Code de procédure civile).

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 12 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³³ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 12 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³³

38. Aux termes de l'article 50:7 et 50:8, les autorités judiciaires et administratives doivent être habilitées à ordonner au requérant d'accorder au défendeur un dédommagement approprié en réparation de tout dommage causé par l'adoption de mesures provisoires lorsque lesdites mesures sont abrogées, cessent d'être applicables, ou lorsqu'il a été déterminé qu'il n'y a pas eu atteinte ou menace d'atteinte. Prière d'indiquer comment les autorités compétentes déterminent le "dédommagement approprié".

Droit d'auteur et droits connexes

Le dédommagement est déterminé conformément aux dispositions du Code civil (articles 914 *et seq.*). Le dédommagement comprend également la réparation en argent du préjudice moral (articles 299 et 932 du Code civil).

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 12 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³³ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. La même réponse vaut pour les dessins et modèles industriels.

³³ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 12 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁴

Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière

39. En vertu de l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC, les pays sont tenus d'adopter des procédures qui permettent aux détenteurs de droits de requérir la suspension de l'importation de marchandises de marque contrefaites et d'œuvres pirates portant atteinte au droit d'auteur. Il est indiqué dans le document IP/N/6/GRC/1 que les Règlements n° 3295/94 et 1367/95 de la CE ont été mis en œuvre en Grèce. Prière d'indiquer l'autorité compétente en Grèce habilitée à recevoir les demandes visant à faire suspendre la mise en libre circulation de marchandises soupçonnées de porter atteinte aux droits et de citer la loi ou le règlement pertinent régissant cette habilitation.

Douanes

Il existe dix bureaux de douane en Grèce, énumérés à l'annexe.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁴ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁴

40. Prière d'indiquer les procédures que doit suivre un détenteur de droit pour obtenir une protection à la frontière de la part des autorités compétentes, par exemple, si une demande formelle doit être présentée à l'autorité compétente, judiciaire ou administrative, et les renseignements requis dans la demande de suspension, et de citer la loi ou les règlements prévoyant de telles procédures.

Douanes

Il faut un simple formulaire de demande à l'autorité administrative compétente (voir la réponse à la question 39). Chaque autorité compétente communique la demande aux bureaux de douane intéressés et fixe la durée de l'intervention.

Les renseignements nécessaires sont indiqués à l'article 3, paragraphe 2, du Règlement (CE) n° 3295/94 et aux articles 2 et 3 du Règlement (CE) n° 1367/95.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁴ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

³⁴ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁵

41. Prière d'indiquer si des procédures, admissibles au titre de l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC, peuvent être utilisées pour bloquer l'exportation de marchandises soupçonnées de porter atteinte à des droits d'auteur et/ou à des marques de fabrique ou de commerce, même si elles ne sont pas considérées comme des marchandises de marque contrefaites ni comme des œuvres pirates portant atteinte au droit d'auteur.

Douanes

Oui, dans l'application du Règlement (CE) n° 3295/94, mais il faut toujours une demande du titulaire du droit.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁵

42. En vertu de l'article 52 de l'Accord sur les ADPIC, les détenteurs de droits qui souhaitent bloquer l'importation de marchandises de marque contrefaites ou d'œuvres pirates portant atteinte au droit d'auteur sont tenus de présenter des éléments de preuve aux autorités compétentes établissant qu'il est présumé y avoir atteinte à leur marque de fabrique ou de commerce ou à leur droit d'auteur. Prière d'indiquer quels éléments de preuve établiront une présomption de violation de droits en Grèce.

Douanes

Il n'est pas besoin d'éléments de preuve établissant une présomption. La seule prescription (en conformité également avec les Règlements (CE) n° 3295/94 et n° 1367/95), c'est une preuve que le demandeur est le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un droit d'auteur ou de droits connexes enregistrés ou non enregistrés.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁵

43. L'article 52 prescrit également que le détenteur du droit fournisse une "description suffisamment détaillée des marchandises" devant être bloquées. Prière d'indiquer ce qui est requis du détenteur du droit en Grèce pour qu'une description soit "suffisamment détaillée".

Douanes

Ce qui est requis est indiqué à l'article 3, paragraphe 2, du Règlement (CE) n° 3295/94.

³⁵ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁶ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁶

44. En vertu de l'article 52, les autorités compétentes sont tenues d'aviser le détenteur du droit, dans un délai raisonnable, que sa demande est acceptée. Prière d'indiquer dans quel délai l'autorité compétente répond à une demande visant à faire suspendre la mise en libre circulation de marchandises et, si la demande est acceptée, la période pour laquelle des mesures seront prises.

Douanes

La Réglementation du Conseil ne prévoit pas de délai précis. Le délai dans lequel les autorités compétentes vont informer le demandeur est de trois jours au plus.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁶ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁶

45. En vertu de l'article 53:1, les autorités compétentes doivent être habilitées à obtenir du requérant une caution ou une garantie équivalente suffisante pour protéger le défendeur et prévenir les abus. Prière de vérifier si les autorités compétentes identifiées ci-dessus sont habilitées à requérir une caution ou une garantie équivalente et de citer les dispositions de la loi ou du règlement qui leur confèrent ce pouvoir.

Douanes

Les autorités compétentes ont le pouvoir d'exiger du demandeur une caution ou une garantie équivalente pour assurer leur protection (pour assurer le paiement du fret en vue du maintien des marchandises sous contrôle douanier).

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁶ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

³⁶ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁷

46. L'article 53:2 prévoit que le propriétaire, l'importateur ou le destinataire de marchandises comportant des dessins ou modèles industriels, des brevets, des schémas de configuration ou des renseignements non divulgués dont la mise en libre circulation a été suspendue par les autorités douanières doivent pouvoir, dans certaines circonstances, les faire mettre en libre circulation moyennant le versement d'une caution suffisante pour protéger le détenteur du droit d'une atteinte à son droit. Prière d'indiquer quelles formes de propriété intellectuelle, autres que les marques de fabrique ou de commerce et le droit d'auteur, sont soumises aux dispositions de l'article 53:2 et de citer les dispositions pertinentes de la loi ou des règlements.

Douanes

En vertu du Règlement (CE) n° 3295/94, article 7, paragraphe 2, la mise en libre circulation, sur paiement d'une caution suffisante pour protéger le titulaire du droit d'une atteinte à son droit, n'est prévue que dans le cas des dessins et modèles industriels. Dans les autres cas, cette procédure ne s'applique pas.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁷ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

47. L'article 54 prescrit que l'importateur et le requérant soient avisés dans les moindres délais de la suspension de la mise en libre circulation des marchandises. Prière d'indiquer l'autorité/les autorités chargée(s) d'aviser l'importateur et le requérant et de citer la loi ou les règlements définissant la procédure.

Douanes

Les autorités douanières sont chargées de notifier à l'importateur et au demandeur la suspension de la mise en libre circulation des marchandises.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁷ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁷

³⁷ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

48. Prière d'indiquer le délai dans lequel l'autorité compétente doit émettre un avis indiquant que la mise en libre circulation des marchandises a été suspendue.

Douanes

La suspension de la mise en libre circulation des marchandises est notifiée promptement à l'importateur et au demandeur pendant l'accomplissement des formalités douanières pour le dédouanement des marchandises.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁸ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁸

49. L'article 55 énonce clairement que le détenteur du droit requérant la suspension de la mise en libre circulation des marchandises en cause doit engager une procédure conduisant à une décision au fond auprès d'une instance appropriée dans un délai raisonnable, faute de quoi les marchandises seront mises en libre circulation. Prière d'indiquer les instances auprès desquelles un requérant/une partie peut engager une procédure conduisant à une décision au fond qui permettra aux autorités douanières de retenir les marchandises au-delà de dix jours ouvrables.

Douanes

L'autorité judiciaire.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁸ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁸

50. L'article 55 prévoit qu'une révision devra avoir lieu dans un délai raisonnable à la demande de la partie défenderesse pour déterminer si les mesures de suspension doivent être modifiées, abrogées ou confirmées, en attendant le résultat de la procédure conduisant à une décision au fond. Prière d'indiquer l'instance habilitée à procéder à une telle révision, de décrire la procédure et de citer la loi ou les règlements prévoyant ces procédures.

³⁸ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Douanes

L'autorité judiciaire.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁹

51. En vertu de l'article 56, les autorités doivent pouvoir exiger du requérant qu'il indemnise la partie défenderesse pour tout dommage causé dans le cas où la rétention des marchandises était injustifiée. Prière d'indiquer les autorités qui peuvent ordonner au requérant de verser à l'importateur, au destinataire ou au propriétaire un dédommagement en réparation du dommage causé par la rétention injustifiée ou par la rétention des marchandises mises en libre circulation conformément à l'article 55, et de citer la loi ou les règlements conférant ce pouvoir.

Douanes

Tout dépend de ce que l'importateur ou toute autre personne intéressée pourrait demander à l'autorité judiciaire. En général, les dispositions du Code civil peuvent s'appliquer.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits³⁹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³⁹

52. L'article 57 prescrit que les autorités compétentes soient habilitées à autoriser le détenteur du droit à inspecter les marchandises retenues afin d'établir le bien-fondé des allégations. Prière d'indiquer comment les détenteurs de droits se voient ménager la possibilité d'inspecter des marchandises suspectes qui ont été retenues par les autorités douanières.

Douanes

Sous réserve de la protection du secret fiscal et commercial, les autorités douanières leur donnent la permission d'inspecter les marchandises.

³⁹ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁴⁰ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.⁴⁰

53. L'article 57 prescrit aussi que, dans le cas où la décision au fond est en faveur du détenteur du droit, les autorités compétentes puissent également être habilitées à fournir à ce dernier des renseignements sur l'importateur, le destinataire ou l'expéditeur. Si les autorités compétentes en Grèce ont la faculté de fournir au détenteur du droit des renseignements sur l'importateur, le destinataire ou l'expéditeur, prière d'indiquer comment les renseignements concernant le nom et l'adresse des expéditeurs, des importateurs et des destinataires et les quantités de marchandises sont fournis au requérant après qu'une décision établissant l'existence d'une atteinte à un droit a été prise, par exemple, est-ce que les autorités fournissent automatiquement les renseignements ou faut-il une demande écrite présentée par le détenteur du droit, etc.? Prière de citer la loi ou les règlements conférant ce pouvoir.

Douanes

Lorsque le demandeur (le titulaire du droit) veut engager une procédure conduisant à une décision au fond, sous réserve de la protection du secret fiscal et commercial, les autorités douanières peuvent donner des renseignements sur l'identité des importateurs et expéditeurs.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁴⁰ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.⁴⁰

54. L'article 58 précise les procédures à suivre lorsque les autorités compétentes peuvent mener une action d'office. Prière d'indiquer si les autorités compétentes en Grèce sont habilitées à mener une action d'office et, dans l'affirmative, préciser les domaines de propriété intellectuelle soumis à une telle action.

Douanes

Les autorités douanières ont le pouvoir d'agir d'office lorsqu'elles ont la certitude qu'il s'agit de marchandises de contrefaçon. Elles agissent ainsi en matière de droit d'auteur et de droits connexes, de marques de fabrique ou de commerce, ainsi que de dessins et modèles industriels.

⁴⁰ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁴¹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. Les dessins et modèles industriels peuvent aussi faire l'objet d'une action d'office.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.⁴¹

55. L'article 59 identifie les mesures correctives qui doivent être prévues, y compris la destruction ou la mise à l'écart des circuits commerciaux des marchandises portant atteinte à un droit. Prière d'indiquer ce qui est permis par la législation grecque en ce qui concerne la mise hors circuit des marchandises en cause, à savoir, si la loi autorise la destruction, la mise hors circuit ou les deux. Prière de citer la loi ou les règlements conférant ce pouvoir.

Douanes

En vertu de l'article 8 du Règlement (CE) n° 3295/94, les autorités compétentes prennent les mesures nécessaires pour diminuer le préjudice causé au titulaire du droit et, à cette fin, c'est la législation nationale qui s'applique.

Le Code des douanes national permet à la fois la destruction et la mise hors circuit. Mais, dans le cas de marchandises portant atteinte à un droit, les autorités douanières ne sont pas en mesure de décider de l'état futur des marchandises.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁴¹ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.⁴¹

56. Prière d'indiquer:

- a) **l'autorité compétente qui décide la mise hors circuit des marchandises, c'est-à-dire si celles-ci seront détruites ou mises à l'écart des circuits commerciaux; et**
- b) **l'autorité compétente qui procède à la destruction ou à la mise hors circuit des marchandises.**

⁴¹ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Douanes

- a) L'autorité judiciaire.
- b) L'autorité douanière.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁴² à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.⁴²

57. L'article 60 autorise les Membres à exempter des dispositions visant à faire respecter les droits à la frontière les marchandises sans caractère commercial transportées en petites quantités par les voyageurs ou expédiées en petits envois. Prière d'indiquer en quoi consiste une importation *de minimis* exemptée des mesures à la frontière en vertu de la législation grecque.

Douanes

Selon l'article 10 du Règlement (CE) n° 3295/94, les marchandises sans caractère commercial contenues dans les bagages personnels des voyageurs dans les limites fixées pour l'octroi d'une franchise douanière sont exclues du champ d'application dudit règlement.

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁴² à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées.

Marques de fabrique ou de commerce

Prière de voir la réponse de la Grèce à la question 15 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.⁴²

Procédures pénales

58. L'article 61 de l'Accord sur les ADPIC prescrit que les Membres soient dotés de procédures pénales et de peines, y compris l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce et de violation du droit d'auteur commis à une échelle commerciale. Le document IP/N/6/GRC/1 contient des renseignements pour le droit d'auteur et les droits connexes. Prière d'indiquer les dispositions de la législation grecque qui répondent aux obligations énoncées à l'article 61 concernant les marques de fabrique ou de commerce et de citer les textes juridiques applicables.

⁴² Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

Marques de fabrique ou de commerce

Selon l'article 28 de la Loi n° 2239/94:

- "1) Sera puni d'une peine d'emprisonnement d'au moins trois mois et d'une amende de 200 000 drachmes, ou de l'une de ces deux peines seulement:
- a) quiconque modifie une marque de fabrique ou de commerce ou utilise sciemment une marque modifiée;
 - b) quiconque appose sciemment sur les produits ou les objets d'une entreprise une marque de fabrique ou de commerce ne lui appartenant pas;
 - c) quiconque imite tout ou partie d'une marque de fabrique ou de commerce, sans la modifier, en vue d'induire en erreur les acheteurs ou de l'utiliser sciemment;
 - d) quiconque vend, expose pour la vente ou distribue sciemment des produits ou des marchandises portant une marque de fabrique ou de commerce qui constitue une modification ou une imitation d'une autre marque;
 - e) quiconque utilise une marque de fabrique ou de commerce en violation des dispositions de l'article 19;
 - f) quiconque utilise comme marque de fabrique ou de commerce les emblèmes et symboles de l'État grec ou de toute autre autorité et des symboles religieux.
- 2) Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également aux marques de service."

Il n'existe pas encore de décisions sur les sanctions pénales.

59. L'article 61 prescrit également que les mesures correctives dans les cas appropriés incluent la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Le document IP/N/6/GRC/1 contient des renseignements pour le droit d'auteur et les droits connexes. Prière d'indiquer les dispositions de la législation grecque qui prévoient de telles mesures correctives en ce qui concerne les marques de fabrique ou de commerce, de décrire les circonstances dans lesquelles ces mesures seraient imposées et de citer les textes juridiques applicables.

Marques de fabrique ou de commerce

Selon l'article 31 de la Loi n° 2239/1994:

- "1) Le tribunal civil ou pénal ordonne, dans le cas de modification de la marque, la destruction des produits ou marchandises qui portent la marque modifiée ou, dans le cas de l'imitation, le retrait et la destruction de la marque ou la destruction du produit;
- 2) Le tribunal peut ordonner le retrait ou la destruction de la marque même en cas d'acquittement du prévenu, s'il estime qu'il existe un risque de confusion."

Il n'existe pas encore de décisions sur les sanctions pénales.

60. En vertu de l'article 61, les Membres peuvent aussi prévoir des procédures pénales et des peines dans les cas d'atteinte délibérée portée à d'autres formes de propriété intellectuelle. Prière d'indiquer les éventuelles dispositions de la législation grecque qui prévoient de telles procédures et mesures correctives et de citer les textes juridiques applicables.

Droit d'auteur et droits connexes

La Loi n° 2121/1993 met en place un régime en vertu duquel une procédure pénale peut être engagée pour tout acte portant atteinte au droit d'auteur ou aux droits connexes (article 66, paragraphes 1 et 2). Conformément à l'article 66 de cette loi, il est prévu, en cas d'atteinte au droit d'auteur ou aux droits connexes, des peines de un à cinq ans d'emprisonnement et des amendes de 1 à 5 millions de drachmes. Si les gains que le contrevenant pensait réaliser ou les dommages subis par le titulaire du droit sont particulièrement élevés, les peines d'emprisonnement vont de deux à cinq ans et les amendes de 2 à 10 millions de drachmes.

Si le contrevenant commet des atteintes au droit d'auteur de façon coutumière ou si les circonstances entourant la perpétration de l'acte indiquent que le coupable menace gravement la protection du droit d'auteur ou des droits connexes, il est prévu des peines allant jusqu'à dix ans d'emprisonnement, des amendes de 5 à 20 millions de drachmes et un retrait de la licence d'exploitation du contrevenant (article 66, paragraphe 3, de la Loi n° 2121/1993).

Conformément au Code de procédure pénale, le procureur peut délivrer des mandats de perquisition et de saisie de marchandises pirates au cours d'une procédure pénale (articles 251 et 252, 261 à 269 et 280). Les procureurs ont le pouvoir d'ordonner des perquisitions afin de protéger des éléments de preuve lors d'atteinte au droit d'auteur (articles 253 à 259).

Propriété industrielle

Prière de voir la réponse de la Grèce aux questions 21 et 24 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁴³ à l'égard des brevets, des modèles d'utilité et des topographies de produits semi-conducteurs protégées. Il n'est pas prévu de sanctions pénales pour l'atteinte aux dessins et modèles industriels.

61. L'article 61 prescrit que les peines soient suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce et de piratage portant atteinte à un droit d'auteur. Prière d'indiquer en quoi les peines prévues par la législation grecque sont conformes à cette obligation.

Droit d'auteur et droits connexes

Les sanctions sont très sévères et suffisantes pour être dissuasives (article 66 de la Loi n° 2121/1993). Le ministère public a le pouvoir d'appliquer la procédure de flagrance selon la Circulaire n° 10/1365/15-4-1997 du parquet de la Cour suprême.

Marques de fabrique ou de commerce

Les sanctions pénales en matière de marques sont suffisantes. Prière de voir également la réponse à la question 58 ci-dessus.

⁴³ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

[Questions complémentaires des États-Unis]

1. Prière de fournir des renseignements statistiques sur les procédures civiles visant à faire respecter le droit d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux pour les années 1996 et 1997, notamment le nombre de procédures engagées, les injonctions prononcées, les saisies de produits portant atteinte à un droit, les saisies d'équipement utilisé en vue de l'atteinte à un droit, les affaires résolues (y compris par règlement) et le montant des dommages-intérêts accordés.

Il n'existe pas de statistiques officielles sur les procédures civiles en matière de droit d'auteur, de brevets, de modèles d'utilité, de topographies de produits semi-conducteurs protégées et de dessins et modèles industriels.

2. Prière de fournir des renseignements statistiques sur les procédures pénales en matière de piratage portant atteinte au droit d'auteur et de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce pour les années 1996 et 1997, notamment le nombre de descentes, de poursuites, de condamnations et le montant des amendes et/ou les peines d'emprisonnement (y compris le fait que les amendes ont été payées ou non et que les peines d'emprisonnement ont été purgées ou ont fait l'objet d'un sursis) et tout autre renseignement établissant que votre système fonctionne efficacement en vue de dissuader le piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce.

Droit d'auteur et droits connexes

Il n'existe pas de statistiques officielles sur les procédures pénales en matière de droit d'auteur.

3. Dans le document IP/N/6/GRC/1, le gouvernement grec indique que les dépens sont accordés à la partie gagnante, mais que "dans la pratique ceux-ci sont peu élevés" et que la loi grecque ne prévoit pas le remboursement des frais occasionnés par l'enquête. Compte tenu de cette description, prière d'expliquer comment la loi et la pratique grecques sont compatibles avec les articles 41 et 45:2 concernant le recouvrement des dépenses du titulaire du droit et l'obligation de prévoir des mesures correctives "qui constituent un moyen de dissuasion contre toute atteinte ultérieure".

Droit d'auteur et droits connexes

La Loi n° 2121/1993 ne contient pas de dispositions sur les dépens ou les frais d'enquête en matière de droit d'auteur. Les articles 173 à 193 du Code de procédure civile exposent les règles en ce qui concerne les frais de justice. Ces frais varient selon le degré de juridiction et la valeur du litige. En règle générale, le perdant supporte tous les frais de justice. Des frais d'expertise peuvent être alloués selon l'article 189 du Code de procédure civile. Le Code des avocats prévoit un niveau minimum d'honoraires en fonction du volume de contentieux civil et du type de procédure. Selon l'article 41:2 de l'Accord sur les ADPIC, les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle ne doivent pas être inutilement coûteuses. La loi grecque est conforme généralement à cette disposition parce que les frais imposés par l'État ne sont pas élevés. Il faut signaler que, selon la loi grecque, l'auteur ou le titulaire des droits connexes est en droit de recevoir des dommages-intérêts dont le montant est au moins égal au double de la rémunération légalement exigée ou normalement due pour la forme d'exploitation à laquelle le contrevenant s'est livré illicitement. Au lieu de demander des dommages-intérêts, le détenteur du droit peut réclamer les gains réalisés par le contrevenant du fait de l'utilisation non autorisée d'une œuvre. Les dispositions du Code civil grec sont également applicables. L'article 914 dispose:

"Celui qui par sa faute cause à autrui un préjudice d'une manière contraire à la loi est tenu de l'indemniser."

4. Prière d'expliquer de quelle manière la Grèce se conforme à l'article 50 au sujet des "mesures provisoires rapides et efficaces" en décrivant de quelle manière et dans quelle mesure la procédure civile non contradictoire de perquisition a été utilisée pour prévenir un préjudice irréparable et pour conserver la preuve.

Propriété industrielle

La conformité à l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC est assurée au moyen des mesures provisoires, selon la description donnée dans la réponse de la Grèce aux questions 26, 27 et 28 de la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits⁴⁴ en ce qui concerne les brevets, les modèles d'utilité, les topographies de produits semi-conducteurs protégées, ainsi que les dessins et modèles industriels. Puisqu'il n'y a pas d'obligation de notifier une injonction à l'Office de la propriété intellectuelle, à moins qu'une demande spécifique du tribunal ne soit adressée au Bureau des brevets, il est impossible de fournir une information précise sur la manière et la mesure dans lesquelles la procédure civile non contradictoire de saisie a été utilisée en pratique.

Droit d'auteur et droits connexes

Conformément à l'article 63, paragraphe 3, de la Loi n° 2121/1993, lorsqu'il y a des motifs de croire qu'une atteinte au droit d'auteur se produit ou risque de se produire, le tribunal de première instance à juge unique peut ordonner des mesures de sauvegarde et prononcer une ordonnance d'interdiction sans devoir désigner spécifiquement les œuvres ainsi protégées. En vertu de l'article 64 de la Loi n° 2121/1993 combiné aux articles 687, paragraphe 1, et 691, paragraphe 2, du Code de procédure civile, le tribunal à juge unique peut ordonner les mesures provisoires. Le tribunal à juge unique peut ordonner la saisie conservatoire de tout objet servant à l'atteinte, ou de tout produit ou preuve de l'atteinte. Il peut également ordonner que ces objets soient inventoriés et photographiés. Les mesures provisoires prévues aux articles 682 à 738 du Code de procédure civile revêtent une grande importance. Les mesures provisoires peuvent être accordées selon une procédure non contradictoire, de sorte que le tribunal peut prononcer immédiatement une ordonnance provisoire, sur présentation de la requête. Les autorités judiciaires peuvent ordonner la saisie conservatoire.

5. Le gouvernement des États-Unis est informé que des quantités importantes de disques compacts sont importés en Grèce. Prière de décrire les mesures concrètes que prend le gouvernement grec pour remplir les obligations découlant des articles 51 à 60 en ce qui concerne les mesures à la frontière.

En vertu de la Loi n° 2121/1993, l'auteur a le droit d'interdire l'importation de copies de l'œuvre produites à l'étranger sans son consentement. Les producteurs d'enregistrements sonores, visuels ou à la fois sonores et visuels ont le droit d'interdire l'importation d'enregistrements produits dans un pays étranger sans leur consentement. Les Règlements (CE) n° 3295/94 et n° 1367/95 ont été mis en œuvre en Grèce par la Circulaire des finances N. T10231/1781/A 0019/12.12.1995 qui les a intégrés dans l'ordre juridique grec. Les noms d'experts sont notifiés aux autorités douanières compétentes. Un service particulier a été créé au Ministère des finances, chargé des questions économiques reliées au droit d'auteur. Au cours des deux dernières années, les autorités douanières grecques ont mis à jour 20 affaires de disques compacts et de disques 33 tours, comportant au total 16 645 disques de contrefaçon.

⁴⁴ Document IP/N/6/GRC/1/Add.1.

6. Le gouvernement des États-Unis est informé que des chaînes de télévision diffusent couramment des émissions sans autorisation. Prière de décrire les mesures concrètes que prend le gouvernement grec pour se conformer aux articles 41 à 61 en ce qui concerne les procédures pénales, civiles et administratives permettant de faire respecter le droit d'auteur.

Droit d'auteur et droits connexes

En plus des mesures prises par le Ministère des médias, on peut s'adresser aux tribunaux judiciaires pour obtenir des mesures provisoires ou pour engager des procédures civiles ou pénales. Les mesures administratives prévues par la nouvelle Loi sur la radiodiffusion sont prises par le Conseil de la radio/télévision. Le ministère public a le pouvoir d'appliquer la procédure de flagrance et, de façon générale, de faire juger ces affaires rapidement selon les circulaires du parquet de la Cour suprême. Un aménagement spécial du système judiciaire a été introduit récemment en matière civile. Les affaires de droit d'auteur relèvent de chambres spécialisées de première instance à Athènes, au Pirée et à Thessalonique, dans les matières qui sont de la compétence du tribunal collégial. Les appels des décisions de ces tribunaux de première instance sont portés devant la Chambre spécialisée de la Cour d'appel à Athènes. Les mesures provisoires sont de la compétence du tribunal à juge unique. La Loi sur le droit d'auteur a été introduite comme matière distincte dans le programme de l'École nationale de la magistrature. De même, l'enseignement de la Loi sur le droit d'auteur a été introduit dans le programme des facultés de droit. Selon la loi nationale, une société de perception peut être créée dans le seul but d'exercer des fonctions de protection des droits patrimoniaux des titulaires de droit (articles 54 à 58 de la Loi n° 2121/1993). Le fonctionnement d'une telle société de perception est soumis à l'approbation du Ministre de la culture pour la protection des producteurs d'œuvres audiovisuelles. Les membres de cette société sont les producteurs d'œuvres audiovisuelles et les chaînes de télévision privées.

7. Le gouvernement des États-Unis est informé des délais considérables – allant jusqu'à neuf ans dans certains cas – entre l'introduction d'une affaire d'atteinte au droit d'auteur et le jugement au fond. Compte tenu de ces informations, prière d'expliquer comment la Grèce remplit ses obligations découlant de l'article 41 de fournir des moyens correctifs "rapides", sans délais déraisonnables.

Droit d'auteur et droits connexes

C'est une règle générale en droit grec que la partie qui a un grief contre une décision judiciaire peut obtenir le réexamen de l'affaire. La durée d'une procédure dépend de la nature de l'affaire et du degré de juridiction. Les ordonnances provisoires sont prononcées immédiatement.

ANNEXE

Autorités compétentes pour recevoir la demande
dans le cadre de l'article 3 8) du
Règlement (CE) n° 3295/94

GRÈCE

BUREAUX DE DOUANE

- | | | |
|-----|-----------------------------|--|
| 1. | Attiki (Pireas) | Chef de l'Administration des douanes
Pl. Ag. Nikoleou – 18510 Pireas
Fax: + 30 1 4511009 |
| 2. | Thessaloniki (Thessaloniki) | Chef de l'Administration des douanes de Thessaloniki
Limani – 54110 Thessaloniki
Fax: + 30 31-546485 |
| 3. | Patra (Patra) | Chef du Bureau de douane de Patra
Ktirio Limaniou – 26110 Patra
Fax: + 30 61-331658 |
| 4. | Kavala (Kavala) | Chef du Bureau de douane de Kavala
Limani – 65110 Kavala
Fax: + 30 51-222633 |
| 5. | Volos (Volos) | Chef du Bureau de douane de Volos
Limani – 38001 Volos
Fax: + 30 421-23376/27152 |
| 6. | Dodekanisa (Rodos) | Chef du Bureau de douane de Rodos
Limani – 85100 Rodos
Fax: + 30 241-22338 |
| 7. | Kerkira (Kerkira) | Chef du Bureau de douane de Kerkira
Ethn. Antistasis 1 – 49100 Kerkira
Fax: + 30 661-39602 |
| 8. | Iraklio (Iraklio) | Chef du Bureau de douane d'Iraklio
N. Limani – 71110 Iraklio
Fax: + 30 81-221003 |
| 9. | Lesvos (Mitilini) | Chef du Bureau de douane de Mitilini
Limani – 81100 Mitilini
Fax: +30 251-43875 |
| 10. | Siros (Siros) | Chef du bureau de douane de Siros
Ermoupoli – 84100 Siros
Fax: +30 281-22680 |
-